

INFOGRAPHIE - Selon une note de l'expert François Ecalle, le nombre de fonctionnaires hospitaliers progresse de moins en moins vite, contrairement aux effectifs de l'Etat et des collectivités locales.



A peine 8.000 postes ont été créés dans les hôpitaux entre 2017 et 2019.

STEPHANE MAHE

Les effectifs des fonctionnaires hospitaliers ont-ils été sacrifiés sur l'autel de la rigueur budgétaire ? Cette question est un véritable serpent de mer, qui revient régulièrement dans le débat public, surtout depuis le début de la crise sanitaire. Pour y voir plus clair, *Challenges* s'est appuyé sur une note à paraître de l'ancien magistrat de la Cour des comptes, François Ecalle, qui pilote désormais le site Fipéco. L'expert y détaille l'évolution des effectifs dans les trois versants de la fonction publique depuis 1997. Au total, le nombre de fonctionnaires a grimpé de 21% pour atteindre 5,6 millions d'agents fin 2019. En apparence, les hôpitaux, qui emploient 1,2 million de personnes, font mieux que la moyenne, avec une progression de 32%, soit 1,3% par an. Mais ce chiffre brut doit être nuancé.

Tout d'abord, l'essentiel de la hausse du nombre de fonctionnaires s'est produit entre 1997 et 2007 dans les trois fonctions publiques. L'Etat a enregistré 136.000 postes en plus de 1997 à 2002 puis 12.000 lors du quinquennat suivant. Les collectivités locales en ont créé pas moins de

<https://mail.google.com/mail/u/0?ik=3b12aecca2&view=pt&search=all&permthid=thread-f%3A1694474094936179266&simpl=msg-f%3A1694474...> 1/2

17/03/2021

Gmail - Fwd: Emploi public

390.000 durant cette décennie, qui a notamment été marquée par la montée en puissance des structures intercommunales. Censée permettre une mutualisation des moyens avec les mairies et donc des économies de

postes, la création de ces nouvelles entités a surtout débouché sur des doublons de services et donc sur un dérapage des effectifs. Enfin, dans les hôpitaux, la hausse des personnels a aussi été conséquente avec 79.000 postes en plus de 1997 à 2002 puis 100.000 de 2002 à 2007.

Des effectifs hospitaliers qui progressent de moins en moins

Toutefois, une grande partie de cette progression est liée aux lois Aubry sur les 35 heures, qui ont été très délicates à gérer. Comme le souligne François Ecalte, la croissance des effectifs a été particulièrement forte entre 1999 et 2004, avec 2,5% en moyenne par an, du fait des recrutements effectués pour compenser la baisse du temps de travail des personnels en place. En revanche, depuis 2007, la progression n'a cessé de ralentir avec 64.000 postes créés sous Nicolas Sarkozy, puis 38.000 sous François Hollande, et enfin à peine 8.000 sur le début du quinquennat Macron. Et ce, malgré des besoins croissants liés au vieillissement de la population.

La hausse des effectifs a été globalement comparable dans les collectivités locales sur la période 2007-2019, malgré des évolutions en dents de scie. Une baisse a même été observée en 2015 et 2016, sous l'effet de la réduction des dotations versées par l'Etat. Mais, depuis 2017, les collectivités ont renoué avec les recrutements et ont créé 32.000 postes, soit quatre fois plus que les hôpitaux ; elles emploient aujourd'hui 1,9 million de personnes. L'Etat, qui compte 2,4 millions d'agents, a fait davantage d'efforts puisque ses effectifs ont stagné entre 2007 et 2019. Mais, là encore, on observe des évolutions très contrastées selon les majorités politiques. Si 136.000 postes ont été détruits sous Nicolas Sarkozy, le quinquennat de François Hollande a enregistré une hausse de 65.000 fonctionnaires et on en est déjà à 47.000 sur le début de la mandature Macron.

Fortes disparités régionales

LIRE AUSSI

L'INACCESSIBLE RÉDUCTION DU NOMBRE DE FONCTIONNAIRES

Au final, l'emploi hospitalier n'a donc clairement pas été favorisé ces dernières années. Pourtant, si l'on se compare aux autres pays, la France ne semble pas sous-équipée en la matière. Dans une note publiée en

septembre 2020, François Ecalte rappelait que l'emploi hospitalier représentait 5% de l'emploi total en France en 2018, ce qui nous place au premier rang de l'Union européenne. L'expert nuance toutefois ce constat en soulignant que la France se distingue par une part élevée d'emplois administratifs et techniques, de l'ordre de 34% selon l'OCDE, contre seulement 25% en Allemagne et en Italie.

Par ailleurs, ce chiffre global cache aussi de fortes disparités selon les régions. L'Île-de-France compte ainsi 13,7 agents hospitaliers pour 1.000 habitants, contre 20,5 pour la Bourgogne-Franche-Comté. Hors Paris (25,8), les départements franciliens sont même plutôt autour de 10. Selon François Ecalte, "ces résultats peuvent traduire pour partie un écart entre: des départements urbains où se trouvent de grands hôpitaux avec une forte productivité et relativement peu d'emplois, qui sont parfois saturés; des départements ruraux où subsistent beaucoup de petits hôpitaux avec une faible productivité et des effectifs relativement nombreux."